

Sous le couvert d'une rébellion taillée sur mesure et officiellement montée contre le dictateur Mobutu en octobre 1996, l'armée du Général Paul Kagame attaque et détruit méthodiquement les camps abritant plus d'un million de réfugiés hutus installés depuis deux ans dans l'Est de l'ex-Zaïre. Ceux qui échappent aux assauts des premiers jours prennent la direction des forêts, vers l'Ouest. Ils sont déjà sur le chemin de l'enfer.

Faustin Ntilikina, qui est un officier de l'ex-Armée Rwandaise, situe cette chasse aux réfugiés dans la continuité d'une guerre impitoyable qui secoue le Rwanda depuis le 01 octobre 1990. Cette guerre insensée dévoile au fur des années la constance d'une volonté de conquête et de conservation du pouvoir par les responsables du FPR, l'ex-rébellion dominée par la minorité tutsie. Le pas fatal est franchi le soir du 06 avril 1994 avec l'attentat contre l'avion du président Juvénal Habyarimana qui plonge le pays tout entier dans des violences que personne ne pourra arrêter. Secrétaire du chef d'état-major en cette période tragique de l'histoire de son pays, il fait entrer le lecteur dans les coulisses de l'état-major de l'ex-Armée Rwandaise engagée dans une guerre à laquelle elle n'est nullement préparée. Vide politique et militaire au sommet de la hiérarchie des FAR, confusion, hésitations, il décrit la difficile entrée en guerre de la partie gouvernementale. Commandant d'un bataillon au front à Kigali à partir du mois de mai 1994, il revient sur les rudes combats pour le contrôle de la capitale dans lesquels le FPR garde toujours l'initiative de l'action. Parcourant tous les fronts de combats d'avril à juillet 1994, il décrit enfin la souffrance des populations civiles qui vont être chassées de leur pays et poursuivies par les armes jusqu'au-delà de la frontière.

C'est dans l'un de ces immenses camps de la misère de l'Est de l'ex-Zaïre qu'il assiste impuissamment à l'attaque et au massacre des réfugiés par les troupes du nouveau régime rwandais. Pourchassé comme les autres réfugiés à travers forêts et marécages sur plus de 1500 kilomètres, il ne se sent en sécurité qu'en mai 1997, quand il quitte la République Démocratique du Congo, dorénavant soumise à la domination rwandaise.

Son récit laisse le lecteur sans voix.

Photo couverture : Laurent Amani.

Juillet-août 1994, épidémie de choléra au Nord-Kivu. Sur ce rocher volcanique où le sol meuble est rare, les cadavres sont empilés avant d'être recouverts d'une mince couche de terre par un engin de terrassement.

ISBN: 2-9521712-5-4

Prix: 20€



07 8 5 9 5 2 1 7 1 2 5 0

La prise de Kigali et la chasse aux réfugiés
par l'Armée du Général Paul Kagame

RWANDA

Faustin Ntilikina



la prise de Kigali
la chasse aux réfugiés
par l'Armée du Général Paul Kagame
Secrétaire d'Etat Major



CASE No. ICR-00-55B-1
EXHIBIT No. P 3
DATE ADMITTED: 01/01/2009
TENDERED BY: PROSECUTION
NAME OF WITNESS: FAUSTIN N'TILIKINA (FSN)
(DWB)

une stratégie froidement appliquée comme l'a établi le juge Merelles (février 2008).

Faustin Ntilikina passe la frontière zairoise à Goma dans le Nord-ouest du Rwanda le 17 juillet 1994, mêlé à un flot de civils poursuivis par des tirs à l'arme lourde. Il s'installe dans le camp de réfugiés de Mugunga. Au mois d'octobre 1996, un autre épisode de la tragédie rwandaise débute, lui aussi largement méconnu. Il s'agit de l'attaque des camps de réfugiés installés au Zaïre par l'armée du Général Paul Kagame, suivie de l'élimination physique de centaines de milliers d'entre eux le long d'une impitoyable traque de 1500 kilomètres à travers forêts hostiles et marécages nauséabonds. C'est le 14 novembre 1996 que Faustin Ntilikina s'enfuit vers l'Ouest avec des dizaines de milliers de civils paniqués et épuisés. Il a la chance d'atteindre la République Centrafricaine au mois de mai 1997 au terme de sept mois d'enfer décrits avec autant de précision que de sobriété narrative et même de pudeur.

Nous disposons de témoignages sur le calvaire vécu par ces réfugiés⁹, mais l'intérêt du récit de Faustin Ntilikina est qu'il réussit à toujours conserver le regard analytique et descriptif de l'officier supérieur. Evitant la surenchère victimaire, l'emploi des superlatifs et le recours à la facilité émotionnelle, son récit n'en a que plus de force. Et pourtant, les situations qu'il décrit sont hallucinantes d'horreur. Les narrations de l'extermination de ces foules de civils fugitifs, malades et affamés, laissent le lecteur sans voix.

Bernard LUGAN,

Mars 2008

⁹ Notamment ceux de Philippe Mpayimana, *Réfugiés rwandais entre marteau et enclume*, Paris, L'Harmattan, et de Benoît Rugumaho, *L'hécatombe des réfugiés rwandais dans l'ex-Zaïre* (Paris, L'Harmattan, 2004).

Un récit pour l'Histoire

Ce récit s'appuie sur mon propre vécu et sur des témoignages recueillis auprès des rares survivants des massacres de réfugiés hutus dans l'Est de l'ex-Zaïre en 1996-1997. C'est à la fois ma propre histoire et une réponse à la demande des membres de nombreuses associations de rescapés de ces crimes sans nom. Malgré les séquelles traumatiques qu'ils gardent de leur vécu sanglant, ils cherchent tous à témoigner sur ce qu'ils ont vu et vécu. Au sein des associations, ils reviennent souvent, presque rituellement comme pour essayer de soulager et d'exorciser leur souffrance, sur leur calvaire et celui des leurs qui sont morts ou qui sont encore en train d'errer désespérément dans la forêt équatoriale congolaise devant la déchéance et la mort. Grâce à leur témoignage, je retrace les péripéties de cette tragédie humaine, une honte pour l'Humanité qui a fait, sur une période de douze mois¹⁰, plus d'un demi million de morts parmi les réfugiés hutus rwandais, et sur la même période, au moins autant de tués parmi les paisibles Congolais. Je décris à ma façon, la cruauté et l'horreur, la souffrance et la mort, qu'aucune caméra n'aura pu enregistrer.

Pour les associations des rescapés des massacres de réfugiés hutus dans l'Est de l'ex-Zaïre et pour moi-même, ce livre arrive comme la pérennisation de la mémoire des survivants. C'est un appel à la mémoire des centaines de milliers d'enfants, de femmes et d'hommes qui ont impitoyablement été massacrés, après avoir subi de longs moments de torture physique et morale, de souffrance et d'humiliation. J'ai rassemblé ces témoignages pour que les victimes retrouvent une réhabilitation et un repos digne. Je livre les éléments en ma possession à tous ceux qui ont été éprouvés par cette effroyable tragédie, pour qu'ils puissent entamer une procédure leur permettant enfin de faire leur deuil. A

¹⁰ Période d'octobre 1996 à septembre 1997.

travers les témoignages, je réponds implicitement aux nombreuses questions des amis et des proches des survivants qui depuis plus de dix ans veulent connaître la vérité sur cet exode, qui s'est déroulé loin des caméras des grands reporters internationaux. C'est aussi une manière, pour nous tous survivants de ces massacres, de partager le lourd fardeau qui pèse sur nos cœurs. C'est pour nous l'occasion de parler et d'écrire, pour ne pas oublier.

Ce livre est un message de sensibilisation et un appel aux organisations et aux pays qui ont eu l'amabilité d'accueillir ces rares rescapés condamnés à vivre hors des frontières de leur pays, pour qu'ils aient droit à un asile décent, à défaut d'une patrie de substitution. Traumatisés et considérés comme des témoins gênants de ce qu'ils ont vu et vécu, ces réfugiés ne demandent que soins et protection au HCR et aux pays hôtes.

Nous lançons un cri d'alarme et un appel au secours. Nous demandons que soient levés le silence et l'indifférence qui ont couvert cette tragédie que vivent encore les Rwandais et les Congolais de l'Est de la République Démocratique du Congo depuis l'attaque des camps de réfugiés en octobre 1996. Nous appelons à l'aide pour des dizaines de milliers d'enfants, de femmes et d'hommes délaissés dans les camps de réfugiés du Congo Brazzaville ou qui sont restés emprisonnés dans les forêts de l'ex-Zaïre et pour lesquels aucune solution humanitaire¹¹ n'est envisagée.

Mais pourrais-je témoigner sur ce douloureux épisode des réfugiés sans revenir sur la période qui l'a précédé et au cours de laquelle des centaines de milliers de Rwandais ont aussi péri. Ces réfugiés étaient-ils des otages du gouvernement intérimaire, mis en place après l'attentat contre l'avion du président Habyarimana

¹¹ Pour dissimuler ses propres intentions dans l'occupation de la République Démocratique du Congo, le régime de Kigali a habilement imposé à l'opinion internationale que les Hutus rwandais qui errent dans cette région par peur de persécution dans leur propre pays sont des « forces négatives » devant être combattues et rapatriées de force.

le 06 avril 1994, comme l'a brillamment propagé le nouveau régime rwandais, ou victimes d'une persécution planifiée par les extrémistes du FPR ? La mort de centaines de milliers d'innocents parmi les membres de l'ethnie tutsie, au lendemain de l'assassinat du président Juvénal Habyarimana, est-il le résultat d'un acte prémédité, initié et soutenu par les extrémistes hutus de l'ancien régime ou les conséquences d'une initiative mûrement réfléchie par la partie adverse et dont ni la MINUAR ni les FAR n'ont pu arrêter les dégâts ?

Dès juillet 1994, sous le choc de l'horreur ou éblouis par le mensonge, plusieurs « spécialistes » du Rwanda ont trouvé une interprétation de la brutale descente en enfer de ce petit pays qui était alors en processus de pacification sous l'égide des Nations Unies. A l'époque, leur thèse fut érigée en bible pour la désignation du responsable de cette catastrophe humanitaire. L'acceptation et l'attachement à cette position par les principales institutions internationales mises en place pour le Rwanda ont eu et continuent à avoir des conséquences graves notamment pour la gestion du problème des réfugiés.

Aujourd'hui, avec quatorze années de recul, l'histoire secrète de la tragédie rwandaise commence à s'étaler au grand jour grâce notamment aux révélations et aux témoignages des anciens collaborateurs du FPR. Les rescapés de son acharnement racontent le calvaire qu'ils ont vécu. Bon nombre d'acteurs reconnaissent qu'ils ont mal apprécié la situation et certains « spécialistes » de bonne foi remettent en question leur thèse initiale. En commençant ce récit par la genèse du conflit rwandais et le déroulement des faits dans la ville de Kigali vu du côté des FAR après la date fatidique du 06 avril 1994, mon intention est de donner aussi mon humble contribution à la connaissance de la vérité historique sur ce qui s'est passé au Rwanda pendant les années 1990. J'estime que la réécriture de l'Histoire récente de ce pays est indispensable pour pouvoir apporter des solutions adaptées au problème rwandais et aux multiples tragédies qui secouent aujourd'hui toute la région des Grands Lacs. A défaut de pouvoir déjouer à jamais les complots et la complicité qui

s'acharnent sur les populations de cette partie de l'Afrique, j'espère aider à trouver les responsables directs de ces tragédies.

Je trouve en effet que les institutions internationales ne pourront jamais parler de justice, de sécurité ou de réconciliation dans la région des Grands Lacs tant que les crimes commis contre les Rwandais au Rwanda et contre les réfugiés hutus et les citoyens congolais au Congo resteront impunis. En particulier, des instances comme le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR), qui limitent délibérément la tragédie rwandaise à l'année 1994 soutiennent une justice inéquitable au risque de se tromper de coupable en s'alignant inconditionnellement sur la politique du vainqueur. Je souhaite que la Justice Internationale reconnaisse les lacunes du mandat du TPIR et s'occupe aussi des crimes tout aussi infâmes, commis au Rwanda et en République Démocratique du Congo, avant et après le génocide d'avril à juillet 1994, ainsi que tous les événements ayant concouru à cette tragédie.

Ce livre est enfin une série de points d'interrogation sur la cruauté et la nature sauvage de l'Homme, et le rôle de la « Communauté Internationale » dans l'application des conventions qu'elle a elle-même mises en place. Au regard de ce qui se passe dans la région des Grands Lacs depuis dix-sept ans, chacun peut se demander : pourquoi couvrir un tel désastre ? Quels enjeux géopolitiques et économiques ont-ils pu justifier une telle indifférence, un tel silence, un tel abandon ?

Faustin Ntilikina

Avril 2008

Introduction

Ce livre est le récit d'une des plus grandes catastrophes humaines du siècle dernier dans laquelle ont souffert et sont morts, très loin des caméras des télévisions occidentales, au moins un demi million de réfugiés hutus rwandais. Cette tragédie, aujourd'hui encore sans nom et sans responsable, commence en octobre 1996 avec l'attaque, par l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) du Général Paul Kagame des camps de réfugiés hutus installés depuis juillet 1994 dans l'Est de l'ex-Zaïre.

Le récit situe cet épisode dans l'ensemble des tragédies qui ont frappé ce minuscule pays d'Afrique Centrale depuis son invasion, le 01 octobre 1990, par le Front Patriotique Rwandais (FPR) soutenu par l'Ouganda. A la tête de la rébellion se trouve à l'époque un certain Fred Rwigema, Général-major de l'Armée Ougandaise (NRA¹²), Tutsi d'origine rwandaise, qui sera tué dans les premiers jours de l'attaque. Il sera remplacé par le Major Paul Kagame (l'actuel Général et Président du Rwanda), lui-même officier de la NRA issu de la communauté des Tutsis qui ont fui en Ouganda dans les années 1960. Le Major Paul Kagame était surtout connu et craint pour les méthodes tortionnaires de la DMI (Directorate of Military Intelligence), les services de renseignement de l'Armée Ougandaise dont il avait en charge la direction du personnel et de l'administration¹³.

¹² La NRA (National Resistance Army) est l'armée du président ougandais Yoweri Museveni dans sa lutte contre le président Idi Amin Dada. Elle devient l'armée nationale après sa victoire militaire en 1986. Un certain nombre de réfugiés rwandais appartenant à l'ethnie tutsie s'étant battus pour le compte du président Museveni sont intégrés dans la NRA en guise de reconnaissance. Cette dernière les aidera à son tour à prendre le pouvoir au Rwanda.

¹³ Lieutenant Abdul Ruzibiza : *Rwanda, l'histoire secrète*, page 97, Editions du Panama, 2005

Présentée initialement dans les médias comme une guerre de revendications démocratiques, celle-ci va rapidement se transformer en un instrument de conquête du pouvoir par une minorité ethnique, qui ne peut s'imposer que par les armes. En moins de quatre années de guerre fratricide, le pays jadis connu uniquement pour la douceur de son climat, l'accueil de sa population et ses gorilles de montagne va se transformer en symbole de l'horreur et de la honte pour l'Humanité toute entière.

Le soir du 06 avril 1994, pendant que tous les yeux sont rivés sur la mise en application d'un accord de paix conclu huit mois auparavant entre le Gouvernement rwandais et le Front Patriotique Rwandais, un commando vraisemblablement¹⁴ aux ordres du Général Paul Kagame abat l'avion du président Juvénal Habyarimana à l'approche de l'aéroport international de Kigali. Après cette date, rien ne sera plus comme avant.

Sur les mille et une collines du Rwanda, des foules de Hutus prennent les machettes et s'attaquent aux paisibles Tutsis, assimilés à tort aux responsables de leur malheur. Le bilan annoncé par les rapports faits à la hâte et dans la honte par une « Communauté Internationale » restée passive et silencieuse pendant les massacres fait état de 500 à 800.000 tués. Pendant le même temps, le Front Patriotique Rwandais du Général Paul Kagame, qui a déjà tout préparé, reprend les hostilités sur tous les fronts. Ses troupes dont une partie est pré-positionnée dans la capitale rwandaise¹⁵ assiègent les quartiers, parcourent les

¹⁴ Dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre l'avion du président Habyarimana le 06 avril 1994, le juge antiterroriste Jean Louis Bruguière recommande dans son rapport du 17 novembre 2006 des poursuites devant le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) contre le président Paul Kagame, et lance des mandats d'arrêt internationaux contre neuf membres de l'entourage du chef de l'Etat rwandais. L'attentat contre l'avion présidentiel est reconnu comme étant l'élément déclencheur du génocide au Rwanda, qui selon l'ONU, a fait plus de 500 mille morts parmi les populations de l'ethnie tutsie.

¹⁵ Selon l'Accord de paix, le Parti rebelle disposait théoriquement d'une force pour la protection de ses dignitaires

campagnes du Nord et de l'Est du Pays, attaquent les camps de déplacés de guerre et tuent.

Le 14 juillet, soit trois mois après la mort du président Juvénal Habyarimana et le début des combats sur fond de crimes immondes, cette stratégie de terreur hisse le Général Paul Kagame sur le trône d'où il se présente en libérateur. Le bilan humain de sa marche vers la victoire est à l'époque encore mal connu. Les reporters privés d'information ou soumis à une intense désinformation orchestrée par de puissants lobbies pro-FPR ne voient ni les morts, ni les colonnes de réfugiés qui courent droit vers le désastre. Les Hutus des zones de combat eux, savent qu'ils sont pourchassés et tués méthodiquement et proprement par des pelotons de tueurs. Pour leur échapper, plus de deux millions de Hutus s'installent dès juillet 1994 dans d'immenses camps de réfugiés au Burundi, en Tanzanie et dans l'Est de l'ex-Zaïre.

La campagne médiatique du Front Patriotique Rwandais a déjà préparé le terrain. Ceux qui courent sont des criminels en cavale. Les fosses communes disséminées à travers le pays et les cadavres encore ensanglantés que les responsables du FPR présentent aux journalistes à Kigali plusieurs jours après l'assaut final sur la capitale Kigali sont ceux des Tutsis. Et dans cette épopée macabre, le Général Paul Kagame et ses troupes sont des libérateurs. La Communauté Internationale médusée par l'horreur n'a rien à dire. Elle accepte cette explication. Elle demande même pardon, pour les crimes dont le coupable a pourtant été déjà désigné.

En réalité, la plupart des fuyards ont pris la décision de partir parce qu'ils entendaient parler des atrocités subies par ceux qui arrivent et qui repartent à l'approche des combats. Exactement comme dans la fable de la « Grande peur des animaux » racontée dans *Matins d'Afrique*¹⁶. Leur seule certitude était alors qu'ils

durant la mise en place des institutions de transition. En réalité, les effectifs atteignent plus de trois mille hommes en ce début du mois d'avril 1994.

¹⁶ Livre scolaire d'apprentissage à la langue française spécialement destiné aux écoliers des pays de l'Afrique de l'Ouest, mais également en usage au Rwanda

Une tragédie annoncée

La guerre d'octobre 1990

Le point de départ de cette horrible tragédie remonte au 01 octobre 1990. Une rébellion armée soutenue par l'État ougandais envahit le Rwanda, ce petit pays situé au cœur de l'Afrique dans lequel la paix et la cohésion sociale faisaient leur bonhomme de chemin. Les troupes, composées de soldats de l'Armée Ougandaise pour la plupart, sont regroupées dans un mouvement dénommé FPR-Inkotanyi¹⁸. On reconnaît à la tête de la rébellion un certain Fred Rwigema, un Général de l'Armée Ougandaise et Vice-ministre de la Défense, ainsi que plusieurs officiers supérieurs de la même armée.

Leurs revendications sont suffisamment claires pour séduire l'opinion occidentale au cours de cette période post guerre froide. Ces enfants d'anciens réfugiés tutsis des années 1960 affirment avoir pris les armes pour pouvoir retourner dans leur Patrie. Ils affirment se battre pour le rétablissement de la Démocratie et d'un État de droit au Rwanda. Quoi de plus noble jusque là. Les Rwandais de l'intérieur et les spécialistes de l'Histoire du Rwanda à travers les méandres de la cohabitation ethnique y croient moins. Ceux qui connaissent le Rwanda de l'époque regrettent aujourd'hui cette aventure qui devait aboutir quatre années plus tard et pour longtemps encore, à l'un des plus grands désastres du vingtième siècle.

Ce petit pays au cœur de l'Afrique connaissait certes des problèmes généraux similaires à ceux d'autres pays de l'Afrique subsaharienne des années 1980. Mais la bonne gouvernance et la stabilité politique rétablies après la période trouble

¹⁸ Nom donné à l'armée du Front Patriotique Rwandais et évoquant une milice datant de l'époque des monarchies absolues de l'ancien Rwanda.

ayant abattu l'avion du président Juvénal Habyarimana. Dans un autre message, il se réjouit de la réussite de l'attentat et donne des instructions d'« éliminer les personnes consignées à Gisenyi, Ruhengeri et Kigali ». Il demande dans un troisième message la mise « en alerte de toutes les unités » tout en ajoutant que « la guerre commence »⁵⁰. Malgré le contenu de ces messages dont la source est habituellement fiable, aucune mesure particulière d'alerte n'a été prise ; les responsables du moment semblent ne vouloir « en aucun cas s'écarter de l'Accord de paix d'Arusha »⁵¹.

En ce qui concerne l'insécurité croissante à Kigali, j'apprends que plusieurs appels de détresse signalant des attaques par des bandes armées dans les quartiers n'ont pas cessé d'arriver sur le standard téléphonique. Jusque là, la cellule de permanence de l'état-major s'est contentée de relayer l'appel à la brigade de gendarmerie la plus proche avant de marquer d'un point rouge l'endroit concerné sur le plan de la ville. Je vois sur la carte de Kigali plusieurs constellations de ces points notamment à Gikondo, Remera, Gishushu et Nyamirambo du côté de Mumena et Kivugiza. La force des assaillants n'est pas précisée sur la carte. Cette information ne sera connue que quand les équipes de gendarmerie sur place ou le commandement du secteur de la ville de Kigali en feront rapport, c'est-à-dire au mieux en fin de journée.

⁵⁰ Ces messages dont j'ai encore les numéros de classement ont été détruits lors du démantèlement des camps de réfugiés de l'Est de l'ex-Zaïre en novembre 1996.

⁵¹ Le compte-rendu de la réunion de la nuit du 06 au 07 avril 1994 dit dans son dernier alinéa : « le directeur de cabinet (le Colonel Théoneste Bagosora), le commandant de la MINUAR (le Général Roméo Dallaire) et l'officier de liaison auprès de la MINUAR (le Lieutenant-colonel Ephrem Rwabalinda) ont eu un entretien avec le représentant spécial du Secrétaire Général de l'ONU (Jacques Roger Booh-Booh) qui leur a fait part de sa façon de voir le problème. Selon lui, il ne faut en aucun cas s'écarter de l'Accord de paix d'Arusha au risque de compromettre la mission confiée à la MINUAR et/ou s'aliéner la Communauté Internationale ».

Kigali : une ville, quatre armées

La confusion à Kigali ce jour-là, c'est aussi le nombre d'armées et de forces présentes dans la capitale⁵². La coordination des différents commandements en cas de crise majeure n'a jamais été clairement définie.

Il y a en premier lieu le bataillon du FPR, installé depuis trois mois à Kimihurura au palais du CND, le Parlement rwandais. Le cadre de ses prérogatives à Kigali est en théorie défini par les textes de l'Accord de paix. Il est à Kigali pour la sécurité des dignitaires de son parti devant entrer dans les institutions de transition. Il ne répond qu'à sa hiérarchie politique et militaire. Ses activités en dehors du cantonnement doivent être connues et escortées par la MINUAR. Les effectifs et les matériels de ce bataillon ont entre-temps considérablement augmenté⁵³. Il a profité de sa présence sur le terrain pour activer ses cellules et en implanter d'autres dans différents quartiers. Ces cellules ont déjà prouvé qu'elles étaient prêtes à passer à la phase opérationnelle⁵⁴.

Nous avons en second lieu la force de la MINUAR forte de plus de 2500 hommes. Elle est au Rwanda pour le maintien de la paix pendant la délicate phase de mise en application de l'accord. En particulier, elle est responsable de la sécurité à Kigali et ses environs dans la zone dite de consignment d'armés (KWSA⁵⁵).

⁵² Voir la carte 5, les principaux camps militaires à Kigali, avant le 06 avril 1994.

⁵³ Lieutenant Abdul Ruzibiza, *Rwanda, l'histoire secrète*, page 244, Editions du Panama, 2005.

⁵⁴ *Idem*, page 224, Editions du Panama, 2005. L'assassinat du ministre Félicien Gatabazi déjà cité plus haut est un des nombreux cas où les cellules actives du FPR ont été impliquées dans des crimes depuis son entrée dans la capitale rwandaise.

⁵⁵ « Kigali Weapons Safety Area ». Dans cette zone, les positions des unités militaires et leur armement sont connus de la MINUAR. La circulation des troupes et des armes y est réglementée. La sécurité des populations et des installations publiques est sous la responsabilité conjointe de la MINUAR et de la Gendarmerie Nationale.

La fin du suspens

Le FPR ouvre les hostilités l'après-midi du 07 avril 1994

Nous savons aujourd'hui⁶⁰ qu'après avoir eu la confirmation de l'assassinat du président Juvénal Habyarimana par ses équipes opérationnelles, le commandement militaire du FPR réuni à Mulindi en ce soir du 06 avril 1994, a donné le signal du départ de l'offensive. Sur la frontière ougandaise et dans la Zone tampon, les troupes qui étaient déjà en alerte démarrent leur marche vers le Sud à l'aube du 07 avril. Au même moment, l'ordre de passer à l'offensive est donné aux éléments du bataillon installé au CND à Kigali. Les éléments infiltrés sont activés et passent à l'action dans la matinée du 07 avril, notamment dans les quartiers Gishushu, Remera, Kivugiza, Mumena et Gikondo. Ils égorgent les Hutus dans les quartiers pendant que les miliciens hutus érigent les barricades et tuent les Tutsis.

Vers 15 heures, les tirs s'intensifient sur la colline de Kimihurura⁶¹. Les explosions en provenance de cette colline sont nettement plus fortes que celles entendues dans la matinée. On distingue des crépitements de mitrailleuses lourdes et des explosions de bombes de mortier. Sur le réseau de communication

⁶⁰ De toutes les thèses initialement avancées par « les spécialistes du Rwanda » sur les auteurs de l'attentat contre l'avion du président Habyarimana, celle mettant en cause la responsabilité du FPR est aujourd'hui la plus documentée. C'est ainsi que dans le cadre de cette enquête le juge antiterroriste français Jean Louis Brugière recommande dans son rapport du 17 novembre 2006 des poursuites devant le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) contre le président Paul Kagame et lance des mandats d'arrêt internationaux contre neuf membres de son ex-entourage. L'attentat du 06 avril 1994 contre l'avion présidentiel est reconnu comme étant l'élément déclencheur du génocide au Rwanda, qui selon l'ONU, a fait en 100 jours plus de 500.000 morts parmi les populations de l'ethnie tutsie.

⁶¹ Voir les cartes 5 et 6.

du secteur opérationnel de la ville⁶², le commandant de la Garde présidentielle confirme : les troupes du FPR viennent de sortir de leur campement du CND pour attaquer le camp militaire de Kimihurura situé à moins de cinq cents mètres de là. Simultanément, en direction de Kanombe, elles investissent le carrefour « chez Lando » puis attaquent le poste de gendarmerie situé près du marché de Remera qu'elles bousculent sans trop d'efforts⁶³. En fin de l'après-midi, la MINUAR ouvre aux éléments du FPR les portes du stade et de l'hôtel Amahoro⁶⁴ qui tombent de facto sous leur contrôle. Du côté des FAR, l'urgence est d'interdire aux troupes du FPR la progression vers l'aéroport qui n'est plus qu'à deux kilomètres. Les éléments du bataillon Para-commando dépêchés sur place en fin de soirée occupent le Centre Christus de Remera et le carrefour « Giporoso ». Ils attendent l'aube pour contre-attaquer. Le FPR lui, utilise la nuit pour consolider ses positions et agrandir la poche. Sur le versant Nord du stade, les habitants se réveillent en se faisant cueillir, un à un, par les militaires du FPR postés à chaque coin de rue. La même chose se passe du côté du carrefour « chez Lando ». Dans ces quartiers, le FPR a ciblé à l'avance des responsables politiques, des militaires et des intellectuels à éliminer. Ainsi sont assassinés, dans l'après-midi du 07 avril 1994 le Major Hélène Bugenimana et ses enfants, le Colonel en retraite Pontien Hakizimana, Sylvestre Baliyanga, préfet de Ruhengeri de passage à Kigali ainsi que sa femme et ses enfants. Plusieurs autres personnes sont enlevées avec leur famille dès l'aube du 08 avril. La plupart d'entre elles seront tuées au stade Amahoro. Les simples habitants à priori inoffensifs sont invités par les rebelles à entrer dans l'enceinte du stade pour y trouver protection. Là-bas,

⁶² L'état-major dispose d'un poste radio branché sur ce réseau. Le poste est ouvert dans la salle des opérations.

⁶³ Les brigades territoriales de gendarmerie n'ont pas de liaison directe avec le commandement du secteur d'opérations. La brigade de Remera utilise le téléphone pour signaler l'attaque, directement à l'état-major de l'Armée.

⁶⁴ L'hôtel Amahoro abrite le quartier général de la MINUAR tandis que le stade a été transformé en camp militaire pour le bataillon bangladaïsi.

de Kacyiru résistera⁷³ aux assauts ultérieurs et ne cédera qu'à la chute de la ville de Kigali, la nuit du 03 au 04 juillet 1994.

Plus loin sur l'axe vers Byumba, les troupes du FPR attaquent le demi million d'habitants du camp de déplacés de Nyacyonga le 09 avril. D'autres déplacés venant de la Zone tampon et des petits camps environnants s'y sont entre-temps regroupés. Les soldats du FPR tirent dans le tas sur ces hommes, ces femmes et ces enfants paniqués et désespérés qui font tout pour sauver leur peau. Ils se dispersent en tentant de rejoindre la zone gouvernementale. Les rescapés et ceux qui ont continué à errer dans les parages à la recherche des leurs ont pu témoigner sur les horreurs qu'ils ont vues ou vécues. Oswald qui vit aujourd'hui en Europe décrit encore aujourd'hui comme si c'était hier la violence de l'attaque :

Les cadavres jonchent les fossés des pistes en flanc de colline, ils sont dissimulés ici et là dans les champs de canne à sucre ou sont empilés dans les carrières, les mines et les sablières de Rutongo.

Le FPR aura tout son temps pour nettoyer et effacer les traces avant la visite des media, qui seront conduits là où il aura déjà fait le ménage.

Dans leur fuite vers la zone gouvernementale, les rescapés de cette boucherie humaine tombent sur les positions militaires du FPR en voulant se diriger vers Kigali. Usant de l'effet de masse et utilisant le moindre couvert dans toute la vallée de la Nyabugogo, des dizaines de milliers parmi eux parviennent à passer à travers les mailles du filet. Ils arrivent dans la capitale, fatigués, affamés et fous de rage. Ceux qui ont contourné les positions du FPR par le Nord rejoignent les communes de la partie Est de la préfecture de Gitarama, choqués, morts de fatigue et de faim. Ils en veulent tous non seulement à leurs bourreaux, mais aussi à ceux qui étaient supposés les protéger. A Kigali et partout où la foule passe, elle cherche à régler ses comptes, aux uns et aux autres. Alors, elle

⁷³ Pour pouvoir défendre ce quartier, le camp Kacyiru a dû s'organiser en unité de combat en intégrant tous les éléments techniques basés au camp, auxquels vont s'ajouter dès le 09 avril des renforts en provenance des Groupements Kibuye et Butare.

pille et alimente volontiers les cohortes de tueurs et de pillards qui, depuis la mort du Président, visent principalement les populations de l'ethnie tutsie.

Le 10 avril 1994, le front à Kimihurura n'a pas évolué depuis deux jours. A Remera et Kicukiro par contre, les troupes du FPR ont mis le paquet pour la conquête du carrefour « Sonatubes » où se déroulent de violents combats.

Du côté Sud de la ville, un nouveau front est en train de s'ouvrir au Mont Rebero que les éléments du FPR ont pu occuper avec l'aide substantielle de la MINUAR⁷⁴. En effet, dès le 07 avril, les véhicules estampillés UN sillonnent la ville dans le cadre de la liaison entre les antennes de la mission onusienne déployées dans tous les coins de Kigali et pour le sauvetage des populations en détresse. Ils déposent dans des quartiers comme Mumena, Kivugiza et Gikondo (carte n°5) des hommes en uniforme militaire autour desquels se regroupent d'autres infiltrés. Le 10 avril en fin de journée, une colonne d'hommes en tenues disparates et lourdement chargés est signalée à Kimisange. Elle est même visible à partir de l'état-major de l'Armée. La colonne se dirige au Mont Rebero où les FAR ne disposent que d'une dizaine de militaires avec un canon de surveillance aérienne. Les éléments infiltrés du FPR regroupés en position d'attente au pied du Mont Rebero attaquent et occupent le site à l'aube du 11 avril. L'élément de l'artillerie anti-aérienne n'aura opposé qu'une très faible résistance avant de se replier. En début d'après-midi, le secteur opérationnel de Kigali lance une contre-attaque engageant deux⁷⁵ compagnies du 1^{er} bataillon Muvumba appuyées par un

⁷⁴ Le Mont Rebero où se trouve l'hôtel Rebero l'Horizon est une position stratégique où s'est installé un élément du contingent belge de la MINUAR dans le cadre de son déploiement dans la ville. Outre le coup de main donné au FPR pour l'occupation de la position, les Casques Bleus lui laisseront, à leur départ, des moyens de survie et des matériels de combat.

⁷⁵ La menace qui pèse sur Kigali a obligé l'état-major à déforcer le secteur opérationnel de Ruhengeri d'un bataillon. Le 1^{er} bataillon Muvumba est arrivé à Kigali le matin du 10 avril. Ce 11 avril, deux compagnies sont engagées à Rebero pendant qu'une autre compagnie du bataillon est dépêchée à Jali suite à

du comité de crise⁷⁹. Le Gouvernement dirigé par Jean Kambanda a prêté serment le 09 avril à l'Hôtel des Diplomates. Malgré cette avancée dans la normalisation institutionnelle, la situation dans Kigali ne cesse de se dégrader.

Depuis le 07 avril 1994, une insécurité règne dans tous les quartiers de Kigali avec les massacres de populations, les assassinats politiques, les pillages et les règlements de compte de tout genre. Le chaos s'installe dans la zone gouvernementale où les milices des partis politiques et d'autres malfaiteurs érigent des barrages routiers et contrôlent les mouvements de populations ; ils sont surexcités ; ils tuent ou s'entre-tuent pour une bouteille de bière. Côté forces de l'ordre, tous les moyens militaires du secteur opérationnel de Kigali sont engagés dans les combats. Le principal camp de gendarmerie et celui de la police militaire sont assiégés. Les secteurs opérationnels non encore officiellement engagés ont déjà été sollicités.

A partir du 10 avril, les officiers d'état-major font chaque soir le tour d'horizon sur l'évolution des opérations militaires, la synthèse des informations sur les massacres de populations dans la zone sous contrôle gouvernementale et sur les mouvements de populations fuyant les combats. A l'issue de chaque réunion, l'état-major demande aux secteurs opérationnels de résister et de faire cesser les massacres, sans qu'il soit, à son échelon, capable d'influencer les manœuvres. Malgré leurs bonnes intentions, ces responsables militaires sont conscients de leur impuissance à arrêter les massacres qui ont déjà fait des milliers de victimes, ou à contenir la progression du FPR qui continue à conquérir le terrain et à tuer les populations civiles hostiles à son avancée. Le commandement des FAR n'a d'autre choix que d'essayer d'obtenir la négociation d'une trêve et d'un cessez-le-feu. Sans ce cessez-le-feu, sans la libération des forces pour la pacification intérieure, le pays s'enfoncera impitoyablement vers son

⁷⁹ Voir plus haut. Il s'agit d'un groupe d'officiers supérieurs désignés le 07 avril 1994 avec comme mission d'aider les politiciens à s'organiser pour une normalisation institutionnelle après la mort du président.

autodestruction. Le Colonel BEM Marcel Gatsinzi⁸⁰ et son équipe en sont conscients. Dès son arrivée à Kigali, il a multiplié des contacts avec le Général Roméo Dallaire, qui de son côté semble disposé à intercéder en faveur de la requête des FAR.

Le 12 avril 1994, c'est avec sincérité et espoir que le commandement des FAR renouvelle la demande d'une rencontre avec le FPR, pour examiner ensemble comment pacifier le pays. Les officiers des FAR proposent dans cette note rendue publique sous forme de communiqué, qu'une trêve prenne effet à partir du 13 avril 1994 à 12 heures⁸¹. Le FPR donne sa réponse le 15 avril lors des entretiens directs avec les FAR sous la médiation de Jacques Roger Booh-Booh, le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies. Pour le FPR, une des « pré-conditions » pour la négociation d'un cessez-le-feu est l'arrêt des massacres des populations civiles. Avec cette position de la partie adverse, les FAR se retrouvent à la case de départ car, avec tous leurs moyens engagés dans les combats, elles ne pourront jamais, à elles seules, arrêter les massacres. Le commandement des FAR multipliera des appels au cessez-le-feu, en vain. Quant aux responsables du FPR, forts du succès militaire de leur plan de manœuvre et de leur propagande, profitant politiquement du chaos qu'ils ont semé dans le camp gouvernemental, ils ne fléchiront pas et resteront intransigeants jusqu'au bout.

⁸⁰ Le Colonel BEM Marcel Gatsinzi, chef d'état-major ad intérim pendant les 14 jours qui ont suivi l'attentat contre l'avion du président Juvénal Habyarimana, s'est rallié au Front Patriotique Rwandais à sa victoire militaire. Était-il de bonne foi dans sa recherche de rétablissement du dialogue ou jouait-il déjà le jeu du FPR ? Nommé Général par le nouveau régime de Kigali, il est aujourd'hui ministre de la Défense. Il est le seul officier de son rang à être resté en fonction pendant que ses collègues ex-FAR ont fini à la morgue, en prison, ou ont dû prendre le chemin de l'exil.

⁸¹ Communiqué du commandement des Forces Armées Rwandaises, le 12 avril 1994.

Ceux qui s'en sortent indemnes⁹⁷ peuvent crier victoire. Le FPR a perdu quant à lui une soixantaine de combattants dans la bataille, tués presque tous par les éclats métalliques ou par les fragments de pierre⁹⁸ libérés à l'impact des bombes. Parmi les cadavres, il est remarquable que certains blessés, qui visiblement avaient commencé à recevoir les soins, ont été froidement achevés par leurs collègues contraints à abandonner la position. Chose inhabituelle aussi, nous ne trouvons aucun document d'identité sur les cadavres⁹⁹. Le matériel laissé sur place (machettes, hoes, pioches et trousse de médicaments) témoigne que le FPR espérait consolider la position et y rester.

Du côté de la Mosquée de Nyamirambo, les troupes du FPR s'accrochent. Après une journée de combats, les éléments du 53^{ème} bataillon ne sont pas parvenus à les repousser. Le FPR va profiter de la nuit pour alimenter l'effort de cette tête de pont, d'où il pourrait tenter de foncer vers le carrefour de Nyabugogo en passant par Nyakabanda et Kimisagara, ce qui reviendrait à réaliser l'encercllement du plateau central et des quartiers Est de la ville. Les FAR arrivent à stabiliser le front, mais les compagnies de Kimisange sont obligées de reculer et se placer à mi-pente du Mont Kigali pour aligner et resserrer le dispositif. La compagnie du 52^{ème} bataillon qui occupait encore les hauteurs de Butamwa est simplement rappelée et dépêchée pour aller à la rencontre de

⁹⁷ Je déplore dix morts et plusieurs blessés dont le capitaine, le chef du contingent, qui s'est fait arracher une jambe par une rafale tirée probablement par une de ses recrues.

⁹⁸ A leur arrivée, les assaillants avaient cherché protection dans une ancienne carrière à pierres de construction. Les fragments de roche libérés par les explosions sont aussi denses et aussi tranchants que les éclats métalliques.

⁹⁹ C'est une pratique que nous avons connue pendant toute cette guerre. Il semble que les militaires du FPR sont dépouillés de tout ce qui pourrait servir pour les identifier en cas de capture ou de mort au front. Cette pratique oblige les combattants, dont la plupart viennent de l'Ouganda, de la Somalie ou de l'Éthiopie, à tout faire pour ne pas se séparer de leur unité, sous peine d'être pris d'un côté ou de l'autre pour un espion.

l'ennemi qui vient d'occuper le pont Nyakabingo¹⁰⁰. A Nyamirambo, les combats de rue vont se dérouler pendant plus de dix jours à hauteur de la Mosquée et des maisons de la Caisse Hypothécaire, du collège Saint André, des cafés Cosmos et Rio et de la Brigade de Nyamirambo. L'audace et la détermination mises à part, les moyens opposés à l'arsenal du FPR sont rudimentaires et sans efficacité. Au plus fort de la résistance à la fin du mois de juin, les militaires gouvernementaux n'avaient comme seul moyen de riposte défensive que quelques cartouches de fusils et des « grenades-Heineken », entendez par là des grenades artisanales fabriquées sur place avec des canettes à bière remplies d'explosif, et une mise à feu à l'aide d'une chaîne pyrotechnique classique.

Dans Kigali même, au centre du dispositif des FAR, le FPR réussit à occuper le Mont Mburabuturo lors d'une attaque de nuit, également au cours de la deuxième quinzaine de juin. Des recrues formées à Ruhengeri et Gisenyi sont encore une fois arrivées pendant la journée. Elles sont directement organisées et passent à la contre-attaque dans la matinée. Comme équipement, les soldats n'ont qu'une arme pour deux et un chargeur à peine garni. Pour ce premier temps, l'effet de masse leur donne avantage et après d'âpres combats, ils parviennent à chasser le FPR. Ils passeront malheureusement une seule nuit sur la position avant de se faire chasser à leur tour faute d'encadrement et d'armement adapté à la défensive. De Mburabuturo, le FPR se dirigea vers le quartier Biryogo, en direction de Nyamirambo où il a déjà posé son pied. Il évite ainsi de s'attaquer frontalement au quartier résidentiel de Kiyovu en contrebas du camp Kigali et du quartier général de l'Armée.

Au cours des jours qui vont suivre, il va intensifier ses tirs à l'arme lourde sur le camp Kigali et l'état-major de l'Armée, sur le Centre Hospitalier de Kigali, ainsi que sur les concentrations de

¹⁰⁰ Voir aussi la note suivante. Le pont de Nyakabingo (ruisseau) se trouve à une dizaine de kilomètres de Kigali sur une piste secondaire qui mène à Ruhengeri en longeant la rivière Nyabarongo. C'est finalement cette piste qui sera empruntée lors de l'évacuation de la ville de Kigali.

populations notamment les places de marchés et les campements des déplacés de guerre. La population de ce qui reste de Kigali est alors estimée à un million d'habitants¹⁰¹. Chaque bombe ou chaque roquette tirée tue ou blesse plusieurs personnes sans possibilité de soins sur place ou d'évacuation. Tous les jours, les quartiers de Kigali sont pilonnés à tour de rôle. Les victimes, très nombreuses, sont notamment enterrées à la pelleuse dans des fosses creusées à côté du dispensaire du Centre Hospitalier de Kigali, à l'abri des tirs directs ou observés du FPR. Durant ses derniers jours, Kigali est une ville aux bâtiments éventrés, sans eau, sans électricité. Les vivres se font rares, les conditions d'hygiène sont déplorables. La capitale est au bord de l'asphyxie.

Le 17 juin, les éléments du FPR en provenance de Gisozi effectuent un raid sur le complexe Saint Paul – Sainte Famille¹⁰² au cours duquel ils réussissent sans encombre une opération de « libération¹⁰³ » des déplacés de l'ethnie tutsie, mais en profitent pour liquider sur place ou enlever ceux de l'ethnie hutue. Sur le chemin du retour, les soldats tuent tous ceux qu'ils croisent sur leur passage et éliminent même plusieurs de leurs otages. Les dégâts sont constatés le lendemain par le commandant du secteur opérationnel de Kigali-Est en présence du commandant du détachement du 61^{ème} bataillon qui avait la charge défensive de ce sous-quartier, ainsi que le Père Wenceslas Munyeshyaka, vicaire à l'Eglise Sainte Famille. Ils dénombrent plusieurs morts. Les

¹⁰¹ A la fin du mois de mai 1994, les combats à hauteur de la route Kigali-Gitarama ont poussé les déplacés au retour vers la capitale. Ils se sont principalement réinstallés sur la crête Runda-Gihara, mais aussi à Kimisagara, Nyakabanda et Nyamirambo et sur le versant Ouest du Mont Kigali.

¹⁰² Le 01 mai 1994, le FPR avait aussi lancé au moins trois bombes mortier sur les déplacés de guerres regroupés dans les jardins de l'Eglise Sainte Famille faisant plusieurs morts. Ces tirs effectués à partir de l'ambassade d'Egypte étaient observés et visaient bel et bien les déplacés de guerre.

¹⁰³ Les déplacés de l'ethnie tutsie s'étaient regroupés là-bas après le 06 avril en fuyant les massacres ethniques. Des Hutus fuyant des combats dans la partie Est de la capitale les y avaient rejoints. Une section de gendarmes assurait leur protection, contre les attaques de bandes armées.

blesés sont évacués à Kiyovu, à une antenne du Comité International de la Croix Rouge (CICR).

Côté Nord-ouest de la ville, le FPR a consolidé sa position de Kanyinya et a poussé ses éléments sur le versant Ouest de la crête jusqu'à la Nyabarongo. Il réussit, la nuit du 16 ou du 17 juin à occuper le pont de Nyakabingo sur cette piste secondaire menant à Ruhengeri¹⁰⁴. Il a même le temps de faire une marche vers Kigali jusqu'à hauteur du lieu-dit « kwa Muvoma¹⁰⁵ », à la résidence de Bonaventure Habimana, l'ancien Secrétaire Général du MRND. Les quelques opérations de contre-attaque menées sur cet axe n'arrivant pas à rouvrir l'itinéraire, je place la compagnie du 52^{ème} rappelée de Butamwa en défensive à Nzove, une position « clé » juste après le carrefour vital de Giticyinyoni¹⁰⁶. Sous peu, cet itinéraire s'avérera d'une grande importance pour la survie des habitants de la ville de Kigali.

¹⁰⁴ Voir aussi la note de bas de page précédente. Cette piste constitue l'itinéraire de rechange pour se rendre à Ruhengeri depuis que le Mont Kanyinya est aux mains du FPR.

¹⁰⁵ Traduire « Chez Mouvement », ce qui veut dire « chez le Secrétaire Général du Mouvement Républicain National pour le Développement, MRND en sigle ».

¹⁰⁶ Il s'agit d'un carrefour d'où partent respectivement les routes vers Gitarama et Ruhengeri. Il se trouve à moins de 2 kilomètres du carrefour de Nyabugogo tenu sous le feu par le FPR depuis le 11 avril 1994. Le contrôle de ce carrefour par le FPR signifierait la fermeture des deux accès routiers et l'isolement total de la capitale.

la fin du mois d'avril 1994. Selon le Lieutenant Abdul Ruzibiza du FPR, ces massacres se faisaient « sans distinction d'âge ou de sexe » et « il y avait bien volonté d'exterminer l'ethnie des Hutus »¹¹⁸.

Du côté du Mutara, le FPR attaque l'axe Kagitumba-Kayonza le 08 avril 1994. Il ne rencontre aucune résistance. Il bénéficie même d'une grande complicité de la part de certains responsables du commandement du secteur opérationnel¹¹⁹. De transversale en transversale, le FPR atteint Kayonza en moins de dix jours. Il continue son avancée triomphale et conquiert la ville de Kibungo le 23 avril sans devoir tirer une seule cartouche. Le poste frontalier de Rusumo tombe officiellement le 03 mai 1994. Au vu de cette campagne militaire, la région Nord-est n'a pas connu de combats. Les populations ont été dépassées par les forces d'attaque. Elles n'ont pas fui, convaincues dans un premier temps que le FPR ne poursuivrait que les militaires. Après s'être assurées du territoire conquis, les troupes du FPR quittent la route principale pour attaquer les populations civiles. Ces dernières sont assassinées soit à leur domicile, soit sur la place publique où elles sont d'abord rassemblées, triées par tranche d'âge et par sexe avant d'être tuées. Sont particulièrement concernées les communes Giti, Murambi et Muhura en préfecture de Byumba ainsi que presque toutes les communes de Kibungo. Les habitants de ces communes sont systématiquement pourchassés et massacrés dans les marécages, les savanes et les bananeraies. Les tueurs pillent aussi et détruisent tout ce qui pourrait constituer une richesse pour les habitants en cas d'échec, même partiel, de l'offensive. C'est comme si leur mission était aussi d'effacer toute trace de vie, antérieure à leur passage. A Kibungo, on les a vus vider des magasins qu'ils ont ensuite détruits au bulldozer ou à

¹¹⁸ Lieutenant Abdul Joshua Ruzibiza *op. cit.*, page 272, Editions du Panama, 2005.

¹¹⁹ Le Major BEM Emmanuel Habyalimana, qui intégrera les forces du FPR après sa victoire militaire avant d'être nommé ministre de la Défense et promu Général, était le responsable des opérations dans ce secteur. Il a dû s'exiler à son tour en mars 2003.

l'explosif. Ces troupes spéciales qui viennent du Soudan, de la Somalie ou de l'Érythrée ne portent pas l'uniforme militaire et ne parlent pas le kinyarwanda¹²⁰. Dans ce Rwanda en feu et dont elles n'attendent pas plus que le butin de guerre, elles ne font pas de différence entre Hutu et Tutsi. Elles sont probablement payées pour tuer, alors elles tuent et infligent les plus grands supplices à tous les Rwandais qu'ils rattrapent. De leur côté, les soldats rwandais et ougandais du FPR procèdent aussi à des massacres sélectifs planifiés et couverts par la hiérarchie politico-militaire. Le 21 avril 1994, ils assassinent sauvagement des prêtres qui avaient trouvé refuge au Petit Séminaire de Rwesero en commune Giti. Ces prêtres sont : Gaspard Mudashimwa, Christian Nkiliyehe, Athanase Nkundabanyanga, Alexis Havugimana, Célestin Muhayimana et Augustin Mashyenderi. Le 26 avril 1994 les abbés Joseph Hitimana, Faustin Mulindwa et Fidèle Mulinda sont enlevés et emmenés à un endroit inconnu. Les habitants de cette région, paniqués par cette barbarie, tentent de se sauver en traversant le lac Muhazi. Très peu d'entre eux parviennent à échapper aux tueurs qui les attendent à Gikomero, Gikoro et Musha sur l'autre rive. Ils sont tués avant même d'atteindre la rive. Comme pour ironiser et se moquer de toutes les victimes de sa propre barbarie, le FPR désignera plus tard Edouard Sebushumba, le Bourgmestre de la commune Giti durant la période des massacres, comme la rare autorité politique de l'ancien régime à s'être battu contre les actes de génocide. Les massacres dans cette partie du pays étaient tellement bien planifiés et suivis par l'échelon supérieur que selon le Lieutenant Abdul Ruzibiza, Paul Kagame est venu lui-même à Muhura en préfecture de Byumba pour donner le ton. Les faits sont datés du 12 mai 1994 :

¹²⁰ *Africa International* n° 319, témoignage de Marcel Gérin dans « Rwanda, un témoignage accablant. Ce qu'a fait le FPR en 1994 », novembre 1998,

...il (Kagame) est monté lui-même dans sa jeep et a mitraillé la population rassemblée au canon 12,7 machine gun antiaérien. Plus de huit cents personnes furent tuées ce jour là¹²¹.

A l'Est du pays en préfecture de Kibungo, les troupes du FPR se dirigent à vive allure vers le pont de Rusumo sur la rivière Akagera qui fait frontière avec la Tanzanie. A leur arrivée à proximité du pont, les militaires du Général Paul Kagame interceptent les fuyards et mitraillent la foule engagée au-dessus de la brèche, pour interdire le passage. Selon de nombreux témoins, ces mêmes militaires poussent volontairement les fuyards par-dessus le pont ou les jettent du haut des falaises dans l'eau tourbillonnant une centaine de mètres en contrebas. Selon le Lieutenant Abdul Ruzibiza, ceux qui sont capturés sont «regroupés puis massacrés. Les dépouilles étaient incinérées, d'autres jetées dans la rivière Akagera¹²² ». Les réfugiés qui parviennent à passer le pont seront recueillis et installés par le HCR et le Gouvernement tanzanien dans la région de Ngara, à une quarantaine de kilomètres de la frontière, dans des camps de réfugiés dont les plus connus sont Benaco, Lumasi et Musuhura. Ceux qui sont pris au piège tenteront de traverser la rivière Akagera aussi bien en amont qu'en aval des chutes, vers le Burundi ou la Tanzanie. La majorité d'entre eux périront par noyade. Tous ces corps charriés vers le lac Victoria seront présentés par le FPR comme étant le forfait des interahamwe¹²³ contre l'ethnie tutsie. Aujourd'hui, l'équivoque a été levée par de nombreux témoignages qui donnent l'identité de l'auteur et les méthodes employées pour tous les massacres de Kibungo et du Sud du Parc National de l'Akagera¹²⁴. L'avancée rapide des

¹²¹ Lieutenant Abdul Joshua Ruzibiza *op. cit.*, page 294.

¹²² Idem, page 290.

¹²³ Nom désignant normalement la jeunesse du parti MRND du président Habyarimana. Ce nom a été repris pour désigner toutes les milices qui se sont illustrées dans les massacres des Tutsis entre avril et juillet 1994. Plus généralement, le régime actuel au Rwanda utilise ce vocable pour désigner toutes les forces qui lui sont hostiles.

¹²⁴ *Africa International* n° 319, témoignage de Marcel Gérin, novembre 1998.

troupes du FPR en ce mois d'avril 1994 et la fermeture du pont de Rusumo le 03 mai, feront de Kibungo la préfecture la plus éprouvée pendant la guerre pour la période d'avril à juillet 1994.

Le centre du pays

Après la conquête de Kibungo, les troupes du FPR foncent vers le centre du pays en passant par les communes Sake et Gashora. Le commandement des FAR n'a rien à opposer sur ce front, étant données les difficultés qu'il a depuis le début des combats à contenir les forces du FPR dans la ville de Kigali. Les troupes gouvernementales en provenance du Mutara et de Kibungo sont même récupérées pour renforcer la défense de la capitale. Le FPR exploite cette brèche et traverse le Bugesera dans la foulée, et puis la rivière Akanyaru, avant d'entrer triomphalement dans les préfectures de Gitarama et Butare. La suite de la manœuvre va viser la coupure des axes de communication vitaux que sont les routes Gitarama - Kigali et Gitarama - Butare, en vue d'isoler chacune des trois villes. Les soldats du FPR parviennent à leurs objectifs sans trop de difficultés d'autant plus qu'ils peuvent compter sur le renfort des troupes fraîches des Forces Armées Burundaise (FAB)¹²⁵, qui pénètrent au Rwanda par le Bugesera. La route Gitarama-Kigali est coupée à hauteur de Musambira. Au Sud, Butare est isolée de Gitarama par la conquête de Ruhango. Les trois villes vont ensuite tomber aux mains du FPR en cascade, en commençant par Gitarama. Cette dernière est évacuée par les éléments des FAR le 13 juin, Butare tombe le 3 juillet, juste avant Kigali conquise après trois mois de rudes combats le 04 juillet 1994.

¹²⁵ Le Burundi est à l'époque dirigé par un régime dominé par la minorité tutsie. Comme au sein du FPR, les Forces Armées Burundaises (FAB) appartiennent majoritairement à l'ethnie tutsie. Les responsables de cette Armée sont reconnus comme étant les commanditaires de l'assassinat, le 21 octobre 1993, du premier président hutu, Melchior Ndadaye, élu six mois auparavant. Des bataillons des FAB entrent dans la guerre rwandaise dès que le FPR atteint le Bugesera.

146

LES ÉSÉ D KIGALI LA CHL AUX GIES

ATT DE APS

vieillards et d'enfants à peine âgés de 15 ans. Les prisons se remplissent et se vident au rythme du travail des pelotons d'exécution. Le lieu de massacre de prisonniers le plus souvent cité est Gabiro, au Parc national de l'Akagera. Des prisonniers y sont régulièrement conduits souvent de nuit. Là, ils sont tués, puis jetés dans des fosses communes ou incinérés. Ceux qui échappent miraculeusement aux supplices ou même des militaires ayant participé à ces horribles opérations racontent que pour ne pas gaspiller les munitions, les candidats à la mort sont d'abord ligotés, les coudes derrière le dos. Les plus chanceux d'entre eux reçoivent un coup violent d'une massue, d'un marteau ou d'une vieille houe qui leur fracasse le crâne instantanément. D'autres sont transpercés d'une lame de baïonnette plantée au travers des poumons avant d'être jetés agonisants sur le tas de cadavres.

Ces lieux de massacres n'ont jamais fait objet d'enquête indépendante. Le FPR poussera même son cynisme très loin en cas de soupçons des organisations humanitaires, en présentant les fosses communes comme étant l'œuvre des milices hutues. Comme d'habitude, certains organismes se contentent de ces explications fournies par les guides désignés par les commanditaires des crimes. Certains de ces organismes d'investigation n'avaient-ils pas fait circuler à travers le monde entier des photographies de corps encore ensanglantés « de Tutsis », prises à Kigali plusieurs dizaines de jours après l'entrée triomphale du FPR dans la capitale.

De même une énorme fosse commune découverte entre le quartier ONU¹³⁵ et le dispensaire du Centre Hospitalier de Kigali où ont été enterrés tous les militaires des FAR et de nombreuses victimes des bombes, tuées après le 30 juin 1994 sera présentée comme contenant les restes des victimes tutsies.

Le régime de Kigali jouera à plusieurs occasions la carte de la crédulité des media pour se placer du côté de la victime ou du défenseur des opprimés en dissimulant ses propres exactions.

¹³⁵ Un quartier jouxtant le camp militaire de Kigali et la Clinique de Kigali.

Ensuite, il parviendra à convaincre l'opinion internationale du bien-fondé du massacre des centaines de milliers de réfugiés installés dans l'Est de la République Démocratique du Congo en les présentant sans distinction aucune, tous comme des criminels passibles du châtement extrême. Le silence de la Communauté Internationale vaudra le consentement.

De la complaisance à la complicité

Devant ces horreurs programmées par la haute hiérarchie du FPR, les puissances internationales honteuses de leur silence pendant la période tragique d'avril à juillet 1994 préfèrent confesser leur inaction et courtiser le vainqueur, comme pour se déculpabiliser. La Communauté Internationale tombe encore dans le piège du silence quand il faut dénoncer les exactions dont s'est rendu coupable le FPR pendant la période du conflit et qui reprennent de plus belle après la conquête du pouvoir. Elle impose un embargo médiatique sur les rares rapports qui essaient de faire la lumière sur les responsabilités du FPR et les dérives sanguinaires de ce mouvement, pour ne pas gêner dit-on, « l'entreprise de réconciliation nationale ». S'agissant du problème des réfugiés, la chanson du nouveau régime, que le Gouvernement déchu a pris en otage les Hutus qu'il a emmenés en exil, est reprise en chœur par les media voués à sa cause. Selon cette logique, la Communauté Internationale a le devoir moral de refuser l'aide et l'asile à ces réfugiés, le préalable étant de séparer les bons Hutus, des mauvais.

Voici dans quel contexte les Rwandais qui quittent leur pays à partir d'avril 1994 sont accueillis, que ce soit en masse comme au Burundi, au Zaïre ou en Tanzanie, ou en éléments isolés quand les réfugiés tentent d'entrer dans des pays d'Afrique et d'Europe. La plupart des pays d'accueil acceptent la théorie que les demandeurs d'asile fuient, non pas la persécution par le nouveau régime, mais le fait de devoir répondre de leurs actes pendant la période du génocide. Cet alignement sur les propos du régime de Kigali, qui ne rêve qu'à l'anéantissement de ses compatriotes